

L'Année de la microfinance aurait pu être celle de l'inventaire, du bilan, d'une pause mise à profit pour réfléchir sur les potentialités mais aussi les limites de cet outil. Force est de constater, hélas, qu'elle a surtout été une formidable machine de promotion pour attirer les investisseurs privés, les banques et les donateurs dans un secteur présenté comme "gagnant-gagnant" où l'on fait profit tout en libérant le potentiel entrepreneurial qui sommeille en chaque pauvre !

Les événements de clôture de l'Année de la microfinance font encore monter d'un cran ce niveau de "béatification". Le 7 novembre, France 5 diffusait le film *Un crédit pour l'espoir*, dans lequel le microcrédit annoncerait "une révolution économique sans précédent : l'ouverture et la démocratisation du capital à près de trois milliards d'individus actuellement exclus du système".

Dans ce même état d'esprit, Bangkok accueillait, les 24 et 25 novembre, dans un des hôtels les plus chics de la capitale thaïlandaise, une conférence intitulée *Empowering the Grass-Roots Economy : Microfinance for Growth and Happiness* (littéralement "Renforcer l'économie populaire : la microfinance au service de la croissance et du bonheur")...

Il devient urgent de tordre le cou à des affirmations non seulement naïves mais dangereuses :

"Le crédit est le principal service financier demandé par les pauvres." Faux ! De nombreuses études montrent que c'est l'assurance et l'épargne qui sont préférées par les pauvres quand on leur laisse le choix. L'enjeu est vital : il s'agit de pallier l'absence de protection sociale qui prévaut dans nombre de pays du Sud.

"Le crédit se traduit automatiquement en micro-entreprise." Faux ! L'accompagnement, la formation, l'aide à la commercialisation et à l'information sont autant d'éléments tout autant sinon plus déterminants.

"Le pauvre souhaite développer sa propre activité." Faux ! La plupart d'entre eux, s'ils avaient le choix, opéreraient sans hésiter pour la protection d'un emploi salarié.

"Les organisations de microfinance peuvent arriver à terme à l'équilibre financier." Faux ! Une étude récente montre que 100 institutions sur les 10 000 recensées actuellement sont effectivement à l'équilibre.

"La microfinance permet l'émancipation des femmes." Faux ! Dans le meilleur des cas, la microfinance n'est qu'un tout premier pas vers l'indépendance et la prise de décision.

"La microfinance permet de lutter contre la pauvreté." Faux ! Tout au plus elle permet d'élargir l'éventail des choix et des opportunités des pauvres, de stabiliser et diversifier des sources de revenus trop souvent aléatoires, de renforcer un patrimoine productif souvent dérisoire.

En d'autres termes, la microfinance est ni plus ni moins qu'un outil permettant aux pauvres de mieux gérer les risques. C'est peu, diront ceux en quête de résultats miracles susceptibles de redorer leur image de bienfaiteur. C'est déjà beaucoup, répondent ceux qui connaissent de près la complexité des problèmes de pauvreté.

L'usage excessif et naïf de la microfinance est surtout le résultat d'un système producteur de normes autoréférentielles. Et celles-ci finissent par s'imposer dans l'imaginaire collectif alors même qu'elles sont absurdes. Proférer de telles affirmations sans mentionner leurs conditions est une insulte à ceux et celles qui s'évertuent, sur le terrain, à faire de la microfinance sérieusement. C'est aussi une réelle menace

pour la survie des organisations de microfinance. Acculées aux exigences des bailleurs de fond, à qui on a démontré que tout était possible, elles se lancent dans des contrats d'objectifs ensuite impossibles à respecter.

Ce discours simpliste n'encourage pas les bailleurs à investir dans le capital humain et social des organisations de microfinance, ô combien indispensable à leur efficacité. Il permet aussi de s'abstenir de réfléchir et de s'engager dans d'autres voies, la microfinance étant LA solution au problème de la pauvreté. Ce discours simpliste n'encourage pas non plus les organisations de microfinance à faire preuve de transparence et à dévoiler leurs difficultés. Ainsi s'est créée une boucle autoréférentielle qui s'auto-entretient : il devient urgent d'en sortir.

Dans un contexte de financiarisation croissante, la microfinance répond à un vrai besoin. Mais à trop vouloir promettre, à trop vouloir faire croire en cet "outil révolutionnaire" facile à mettre en oeuvre, le risque est grand de voir, dans quelques années, la microfinance abandonnée par les bailleurs de fonds, parce qu'elle n'aura pas tenu ses promesses. Cela s'est déjà produit pour les coopératives il y a trente ans, pour le développement dit "intégré" il y a vingt ans. Il y a plus grave encore.

Dans certains pays, le développement de la microfinance se fait au détriment de mobilisations politiques axées sur les revendications des droits des plus démunis. Le Bangladesh, régulièrement sacré champion mondial de la microfinance, en a déjà fait les frais. L'Inde du Sud est en train de lui emboîter le pas. Il est aujourd'hui plus que temps de tirer la sonnette d'alarme.

---

Isabelle Guérin est chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développement.

Marc Roesch est agro-économiste au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)

Article paru dans l'édition du 30.11.05